

La CSA en faveur d'une autorité de régulation

Dossier de la rédaction de H2o
November 2021

Pour une gestion transparente de l'eau au Sénégal, la confédération des syndicats autonome du Sénégal (CSA) plaide en faveur de la mise en place d'une autorité de régulation. La position a été communiquée lors d'un atelier sur la privatisation de l'eau organisé par la confédération dans le cadre de la semaine africaine de l'eau. Par ailleurs, les syndicalistes ne veulent plus être considérés comme de simples travailleurs et aspirent à être partie prenante dans la gouvernance de l'eau. "Les syndicats considérés comme partie prenante du capital se sentiront plus impliqués et motivés que quand on les utilise comme des mains d'œuvre et en plus mal payés", a expliqué Elimane Diouf, secrétaire général de la CSA qui revendique que les postes à pourvoir au sein des directions, en premier lieu le poste directeur de l'affermage, soient partiellement réservés à des nationaux et non fournis par les cadres de Suez. L'article rappelle que l'industriel français détient 45 % de Sen'Eau, la société de gestion de l'exploitation et de la distribution de l'eau potable en zone urbaine et péri-urbaine du pays, contre 24 % à l'état du Sénégal via le Fonds souverain d'investissements stratégiques FONSI, 20 % pour les partenaires sénégalais et 11 % pour les salariés.

Denise Zarour Medan, Sud Quotidien (Dakar) - AllAfrica